

## Une Convention de Genève à géométrie variable

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Douglas J. Feith

proclame que les États-Unis sont partisans de la Convention de Genève et l'appliquent. Cependant, les terroristes n'étant pas des soldats réguliers, ils ne peuvent pas bénéficier de la protection de cette Convention. Cette position pose deux problèmes : d'une part, elle élude la question des mercenaires, et d'autre part, elle ne répond pas à la situation actuelle où le Pentagone doit affronter une résistance civile.

page 8

INGÉRENCE SYNDICALE

## AFL-CIO ou AFL-CIA ?



Dès le début de la Guerre froide, les États-Unis se sont appliqués à neutraliser l'influence soviétique dans le mouvement syndical européen. S'appuyant sur l'AFL-CIO, une organisation qui tient plus de la corporation de branche que du syndicat de classe, la CIA a fait exploser la CGT française et a financé la dissidence de Force ouvrière. Puis, l'Agence a regroupé les centrales atlantistes européennes au sein d'une Confédération des syndicats libres. Le système a été ultérieurement étendu à l'Afrique et à l'Asie. L'opération a été dirigée par Irving Brown, responsable du réseau *stay-behind* en Europe.

page 2

REPÈRE : 3 JUIN 1915

## Prisonniers de guerre gazés

Deux mois après les premiers essais d'armes chimiques sur le front belge, à Ypres, qui avaient fait 20.000 morts coté français et canadien, l'armée allemande teste sur le front russe un nouveau gaz, inventé par son chimiste en chef, Fritz Haber (Prix Nobel de chimie en 1918). Le phosgène est une combinaison de chlore et d'oxyde de carbone. Mais les premiers tests sur le terrain échouent à cause de la météo... Haber demande donc à tester sa nouvelle invention sur des prisonniers de guerre. Le 3 juin, un millier de prisonniers russes sont regroupés dans la forêt de Grdono et exposés aux gaz. Tous meurent dans d'atroces souffrances. Le lendemain l'armée allemande bombarde les lignes russes aux obus de phosgène, faisant 10.000 morts et des milliers de blessés. Les témoignages des effets des gaz à Ypres comme à Halb sont tellement horribles que l'épouse de Fritz Haber le supplie de cesser la fabrication de ces armes. Devant son refus, elle se suicidera le 10 juin. Agnostique de culture juive, Fritz Haber fuira l'Allemagne en 1939, quand les nazis se mettront à utiliser les recettes des gaz qu'il a inventés. ■



## IL Y A BIEN DU PÉTROLE EN BOSNIE !

Confirmant les recherches de Michel Chossudovsky sur la guerre de Bosnie, la télévision macédonienne a annoncé que deux gisements pétroliers avaient été découverts au Nord de la Bosnie, l'un à Tuzla et le second à Samac. Les autorités bosniaques estiment que ces gisements, de taille conséquente et renfermant un pétrole de très bonne qualité, sont à même de couvrir la consommation du pays pendant 10 ans. Le seul gisement de Samac, situé en zone anciennement serbe et conquise par l'armée bosniaque en 1995 avec l'appui états-unien, est en mesure de procurer 300 millions de dollars de profit par an. Les deux gisements se situent précisément sur le tracé du corridor n°10, élément d'un vaste projet de transport de marchandises et de ressources lancé par la Maison-Blanche, en 1999. Le coût prévisionnel élevé du projet d'exploitation a conduit l'État bosniaque à annoncer qu'il céderait probablement des concessions à la compagnie pétrolière BP-Amoco, présente dans la région depuis une dizaine d'années. Un retraité de l'industrie pétrolière bosniaque a confirmé que ces découvertes étaient antérieures à 1991. (Infographie : Arno / scarabee.com) ■

## Ingérence syndicale

# AFL-CIO ou AFL-CIA ?

**Dès le début de la Guerre froide, les États-Unis se sont appliqués à neutraliser l'influence soviétique dans le mouvement syndical européen. S'appuyant sur l'AFL-CIO, une organisation qui tient plus de la corporation de branche que du syndicat de classe, la CIA a fait exploser la CGT française et a financé la dissidence de Force ouvrière. Puis, l'Agence a regroupé les centrales atlantistes européennes au sein d'une Confédération des syndicats libres. Le système a été ultérieurement étendu à l'Afrique et à l'Asie. L'opération a été dirigée par Irving Brown, responsable du réseau *stay-behind* en Europe.**



Après s'être alliés pour lutter contre les forces de l'Axe au cours de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis et l'URSS entrent, dès 1945, dans une lutte d'influence mondiale qualifiée, à partir de 1948, de « *Guerre froide* ». Les deux superpuissances évitent soigneusement l'affrontement militaire direct, mais développent un combat idéologique dans leurs zones d'influence et des guerres périphériques.

Depuis l'effondrement de l'URSS, les réseaux pro-soviétiques appartiennent à l'Histoire. Ils sont de mieux en mieux connus, notamment grâce à l'ouverture des archives. Au contraire, les réseaux atlantistes n'ont pas disparu avec la fin de la Guerre froide. Ils ont été mis en sommeil par l'administration Bush père, puis réactivés par l'administration Bush fils. Nous avons entrepris de les décrire dans ces colonnes, non comme des souvenirs d'un passé révolu, mais comme des éléments explicatifs de la crise politique mondiale actuelle. Nous avons ainsi relaté la mise en place de réseaux d'ingérence, les *stay-behind* [1] et celle du *soft-power* de la Fondation nationale pour la démocratie (NED/CIA) [2]. Nous avons analysé de grandes opérations sectorielles comme le financement des intellectuels européens par la CIA [3]. Nous en venons aujourd'hui à la

manipulation des syndicats.

Convaincu que les démocraties occidentales sont menacées par le « *péril communiste* », dont l'un des relais serait naturellement le syndicalisme, les États-Unis mettent en place, dans le cadre du plan Marshall, un réseau de confédérations syndicales internationales, chargées de contrer l'influence communiste dans le monde du travail. En février 1945 se tient à Londres une conférence mondiale visant à réaliser l'unification du syndicalisme international, à l'initiative du Trades Union Congress (TUC) britannique. 53 organisations y sont présentes. L'American Federation of Labor (AFL), premier syndicat états-unien, boycotte la réunion pour protester contre la présence de représentants soviétiques. Le Congress of Industrial Organizations (CIO), son grand rival sur la scène syndicale états-unienne, tente de son côté de jouer un rôle de médiateur entre les membres de l'Internationale syndicale rouge (ISR), proche de Moscou, et la Fédération syndicale internationale (FSI), créée à Amsterdam en 1919 et qui refuse les syndicalistes soviétiques. Les deux courants devaient être rassemblés au sein d'une Fédération syndicale mondiale (FSM), qui naît effectivement à Paris en 1945. Mais le rapprochement échoue. La Confédération internationale des syndicats chrétiens (CISR) refuse de rejoindre la nouvelle structure, tout comme l'AFL, qui décide en octobre 1946 de rassembler tous les syndicats "libres" et installe à Bruxelles un bureau de correspondance avec à sa tête Irving Brown.



Les dirigeants internationaux de l'AFL-CIO  
A droite, Irving Brown (1911-1989), responsable du stay-behind pour les milieux de gauche et étudiants en Europe.

Le plan Marshall achève de diviser la FSM naissante : le Secrétariat de la Fédération dénonce un plan « *qui porte atteinte à l'indépendance des États européens* », tandis que les syndicats britanniques organisent une conférence rassemblant des partisans du projet. Rapidement, la FSM se retrouve donc largement dominée par les centrales syndicales

des pays socialistes : la CGT française et la CGIL italienne seront les deux seules organisations occidentales à y adhérer.

Les efforts de Washington pour diviser les syndicats communistes et aider ceux qui refusent l'anticapitalisme et la domination de Moscou se font alors plus pressants. Trois hommes vont superviser le dispositif. Le premier est Jay Lovestone, alors directeur de la section internationale de l'American Federation of Labor. Ancien dirigeant du Parti communiste états-unien avant la Seconde Guerre mondiale, Lovestone a rompu avec l'URSS en 1929, après une rencontre avec Staline. Il lui avait en effet suggéré que les États-Unis offraient une configuration politique et sociale particulière, nécessitant une stratégie communiste adaptée. Se sentant menacé, il quitte Moscou en toute hâte et, de retour à New York, devient un anticommuniste militant. Il s'allie alors avec l'International Ladies Garment Workers Union, un important syndicat monté par des immigrants juifs et italiens qui tente également de limiter l'influence de ses militants communistes. Ceux-ci sont finalement écartés grâce aux efforts des « *modérés* » emmenés par David Dubinsky. À la même époque, Jay Lovestone noue une relation d'amitié avec le dirigeant de l'AFL, George Meany,

également anticommuniste patenté. Pendant la Seconde Guerre mondiale, Lovestone travaille en collaboration étroite avec le Bureau des travailleurs de l'Office of Strategic Services (OSS, ancêtre de la CIA), dirigé par Arthur Goldberg, futur secrétaire au Travail de Kennedy et membre de la Cour Suprême. Il est notamment chargé d'organiser la résistance des ouvriers à l'Allemagne nazie en Europe et en Afrique du Nord. Au sortir de la guerre, il poursuit ses activités sur le terrain européen.

Il est secondé en cela par Irving Brown, membre de l'AFL et adjoint pour l'Europe de Lovestone à partir de 1944. Né en 1911, Irving Brown devient un membre important de l'AFL dans les années 1930. Sa femme est alors la secrétaire de Jay Lovestone [4]. Son premier fait d'armes concerne la France. Allié stratégique de Washington du fait de sa puissance économique et démographique, mais aussi de sa situation géographique (sa frontière avec l'Allemagne, dont une moitié du pays est occupée par les troupes soviétiques,



George Meany  
Patron d'AFL-CIO de 1955 à 1979.

en font un partenaire privilégié en cas d'offensive de l'URSS), le pays connaît d'importantes turbulences sociales une fois l'état de grâce de la Libération disparu. Les grèves de Renault d'avril-mai 1947 font éclater l'accord de gouvernement entre le Parti communiste français, la SFIO et le MRP. Paul Ramadier révoque les ministres communistes, et plonge la vie politique dans une instabilité menaçante. D'autant que les difficultés économiques s'accumulent : pénurie de charbon et de denrées alimentaires, hausse des prix, provoquent des mouvements sociaux importants dans tout le pays. La CGT, premier syndicat du pays, est secouée par des dissensions internes entre ceux qui acceptent « *le rôle dirigeant du PCF dans le mouvement ouvrier et ceux qui s'y opposent* » [5]. Washington profite de l'occasion : la CIA aborde le secrétaire général de la CGT, Léon Jouhaux, à l'occasion de son voyage à l'ONU. Jouhaux accepte de provoquer la scission qui donnera naissance à Force ouvrière, en 1948, et affaiblira durablement le syndicalisme français. Une fois l'opération terminée, George Meany déclare au Press Club de Washington : « *Je suis fier de vous dire, par ce que nous pouvons nous permettre de le révéler maintenant, que c'est avec l'argent des ouvriers de Detroit et d'ailleurs qu'il nous a été possible d'opérer la scission très importante pour nous dans la CGT, en créant le syndicat ami Force ouvrière* » [6]. Mais, en 1967, Thomas W. Braden, ancien directeur de la division internationale de la CIA, révèle sans ambages [7] qu'en réalité les fonds furent initialement fournis par l'International Ladies Garment Union de David Dubinsky puis « *quand ils manquèrent d'argent, il s'adressèrent à la CIA. Ainsi commencèrent les versements de fonds secrets aux syndicats libres qui, bientôt, s'étendirent à l'Italie. Sans ces versements, l'histoire de l'après-guerre aurait été différente* » [8].

Un groupe de militants anti-soviétiques joue un rôle central dans la scission : il s'agit de trotskistes récupérés par le stay-behind. Pendant la Seconde Guerre mondiale, après la rupture du Pacte germano-soviétique, ils avaient fait le choix, autour d'Henri Molinier, de lutte contre Staline en adhérant à l'ultra-collaborationniste Mouvement Social Révolutionnaire d'Eugène Deloncle et

Eugène Schueller [9]. Sous l'impulsion d'Irving Brown, ils constituent en 1953 un nouveau parti, le MPPT, autour de Pierre Bousset-Lambert. Ces militants obtiennent bientôt des emplois dans des Caisses d'assurance-maladie et se consacrent à l'encadrement de FO.

À la même époque, « *la SFIO marseillaise a elle aussi profité des dollars de la CIA qui, par exemple, renflouent le journal Le Populaire, le quotidien socialiste à l'échelle nationale* » [10]. Les activités d'Irving Brown sont en effet particulièrement visibles dans la région marseillaise, alors au cœur de la French connection qui gère à l'époque l'essentiel du trafic mondial d'héroïne. Ses financements viennent en général directement de la CIA, soit via l'attaché de l'ambassade états-unienne à Paris pour les questions syndicales, John Phillipsborn, soit via un compte en banque basé à Zürich au nom du président du Comité méditerranéen, Pierre Ferri-Pisani [11].

Parallèlement à ces opérations ponctuelles, Irving Brown lance fin 1949 la Confédération internationale des syndicats libres (CISL / FTUC), qui refuse tout contact avec la Fédération syndicale mondiale, considérée comme trop proche de Moscou. La CISL regroupe une soixantaine de centrales, venues de 53 pays et représentant près de 50 millions de travailleurs. Par ailleurs se constitue une structure au sein de l'AFL, la Confédération des Syndicats libres, financée à hauteur de 35 000 dollars par la maison mère. Le président de cette organisation est Matthew Woll, David Dubinsky sert de trésorier et George Meany, secrétaire-trésorier de l'AFL, se charge de la coordination entre la jeune structure et la maison-mère [12]. L'initiative en direction des syndicats européens non-communistes va faire prendre une nouvelle ampleur à l'organisation. Et de nouveaux soutiens : à partir de 1950, la CIA finance la CISL à hauteur de 170 000 dollars par an. Avec un tel budget, la centrale syndicale peut financer largement le Centre international des Syndicalistes libres en exil (CISLE / ICFTUE), qui tient son premier Congrès à Paris en octobre 1948 dans les locaux de Force Ouvrière, à peine remis de sa scission avec la CGT. L'organisation, présidée par F. Bialas et A. Skorodski, est officiellement chargée d'accueillir des travailleurs immigrés et des organisations socialistes d'Europe de l'Est. Dans les faits, elle permet surtout de soutenir les groupes dissidents établis de l'autre côté du Rideau de fer. Certains d'entre eux, non allemands, avaient rejoint les rangs des forces armées allemandes, voire de la Waffen SS, au cours de la Seconde guerre mondiale et ne pouvaient retourner dans leur pays d'origine une fois le conflit terminé. Ils constituent donc de solides appuis anti-communistes dans les pays où ils se trouvent réfugiés. Qu'ils aient réussi ou non à franchir à temps le Rideau de fer, ils sont de toute façon accueillis à bras ouverts au sein du Centre international des Syndicalistes libres en exil [13]. L'organisation édite une revue, *Le Syndicaliste Exilé* [14] et a accès aux ondes de Radio Free Europe et Radio Liberty, toutes deux financées ouvertement par la CIA. À la même époque, la CISL aide à l'organisation et au financement de la réunion fondatrice du **Congrès pour la liberté de la culture** à Berlin en 1950.

La CIA finit tout de même par trouver les activités de Lovestone et Brown trop coûteuses. De 1950 à 1955, elle réduit donc ses financements et presse les deux hommes de réorganiser leurs activités d'une manière plus efficace. Ce sera fait en 1955 lorsque les deux principaux syndicats états-uniens actifs en Europe, l'AFL (représenté par Irving Brown) et le CIO (représenté par Victor Reuther)

fusionnent pour donner naissance à l'AFL-CIO, avec la bénédiction d'Averell Harriman, nouvel administrateur du plan Marshall, et de son émissaire en Europe, Milton Katz. George Meany en prend la présidence. Les activités de la Confédération des syndicats libres cessent donc, pour être remplacées par des opérations de plus grande ampleur de la part de la nouvelle centrale syndicale unifiée. Celle-ci en profite pour décupler ses efforts d'« *ingérence syndicale* » à l'échelle de la planète. Irving Brown s'implique dans l'Afrique post-coloniale, tandis que d'autres militants tels que Richard Deverall et Harry Goldberg font de l'Asie leur terrain de prédilection. Serafino Romualdi, un socialiste d'origine italienne, agit pour sa part en Amérique latine [15].

Les activités d'ingérence en Europe connaissent alors un coup d'arrêt dans le domaine syndical. Tout le département est réorganisé sous 1962, au moment où le président Kennedy crée l'US Agency for International Development (USAID), qui finance quasi-exclusivement cette branche d'activité de l'AFL-CIO. Une stratégie défendue devant le président Kennedy par Cord Myer, Arthur Goldberg, George Meany, Jay Lovestone, entre autres. La centrale syndicale états-unienne crée alors trois sous-structures semi-indépendantes. La principale est l'American Institute for Free Labor Development [16], qui vise à reprendre le contrôle des mouvements syndicaux en Amérique latine. Une initiative lancée dès la fin des années 1950 par Cord Meyer, et qui assura la formation de plus de 200 000 syndicalistes venus d'Amérique Latine au centre de Front Royal, en Virginie [17]. Les deux autres organismes sont l'African Labor College, dirigée par Irving Brown, et l'Asian-American-Free Labor Institute, qui voit le jour en 1968, au moment de la guerre du Vietnam. Le remaniement écarte donc l'Europe du champ d'action de l'AFL-CIO. Il permet en revanche l'émergence d'un nouvel outil d'ingérence dans les pays du Tiers monde, que l'on verra rapidement à l'œuvre lors du renversement de Sukarno en Indonésie, de Joao Goulart au Brésil, et de Salvador Allende au Chili.

### Paul Labarique

[1] Voir la [série d'enquête](#) sur le *stay-behind* du 20 août, 27 août et 10 septembre 2001.

[2] Voir « [La nébuleuse de l'ingérence démocratique](#) », *Voltaire*, 22 janvier 2004.

[3] Voir « [Quand la CIA finançait les intellectuels européens](#) », par Denis Boneau, *Voltaire*, 27 novembre 2003.

[4] D'après *The Point Man : Irving Brown and the deadly post-1945 struggle for Europe and Africa*, par Ben Rathbun, Minerva Press, 1996.

[5] « CGT-FO, le grand schisme », par René Mouriaux, *Le Monde*, 13 avril 1998.

[6] Cité dans *E... comme espionnage* par Nicolas Fournier et Edmond Legrand, Éditions Alain Moreau, 1978

[7] « I'am Glad the CIA is Immoral » par Thomas W. Braden, *Saturday Evening Post*, 20 mai 1967

[8] Cité dans *D... comme Drogue*, par Alain Jaubert, Éditions Alain Moreau, 1973.

[9] Le MSR est alors un parti au sein du RNP de Marcél Déat avec lequel il vient de fusionner. Voir « [L'histoire secrète de L'Oréal](#) » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 3 mars

2004.

[10] *Ibid.*

[11] Le Comité méditerranéen est l'organisme au sein duquel Irving Brown mène ses activités autour de la région marseillaise. Il finance par exemple des briseurs de grève lors de la grève des dockers de Marseille, qui cherchaient à empêcher le débarquement de matériel militaire destiné aux troupes états-uniennes stationnées en France.

[12] « The Origins of CIA Financing of AFL Programs », par Anthony Carew, *CovertAction Quarterly*, été 1999.

[13] « The International Centre of Free Trade Unionists in Exile », par Peter E. Newell, *Lobster*, juin 1996.

[14] En janvier 1964, Roger Louet, président de Force ouvrière, accepte la direction du journal. « The International Centre of Free Trade Unionists in Exile », op.cit.

[15] « Plumbers and Presidents : Labor Sources for Diplomatic Historians », par Edmund F. Wehre, University of Maryland at College Park.

[16] L' American Institute for Free Labor Development était financé par un large panel comprenant les entreprises états-uniennes les plus importantes telles que Rockefeller, ITT, Kennecott, Coca Cola, IBM, Pfizer International, Standard Oil, Shell Petroleum, Pan American World Airways. Toutes persuadées, selon le président de l'AIFLD, George Meany, qu'il était « dans l'intérêt des États-Unis d'aider au développement de syndicats libres en Amérique Latine ». Le président du Conseil d'administration n'est autre que J. Peter Grace, également président de la W.R. Grace Corporation.

[17] *The Rise and Decline of the CIA*, par John Ranelagh, Simon & Schuster, 1987.

## Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 € ; Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

### Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .

# Une Convention de Genève à géométrie variable

## Analyse

Le *Los Angeles Times* donne la parole à deux points de vue opposés sur les principes des frappes préventives et de la guerre préventive. Pour Ivo H. Daalder et James Lindsay de la Brookings Institution, les Etats-Unis peuvent toujours frapper préventivement des camps terroristes, mais ils doivent admettre qu'après le fiasco irakien, ils ne pourront plus conduire de guerre préventive. Au contraire, pour Gary Schmitt du Projet pour un nouveau siècle américain, cette distinction entre frappes et guerre est superflue. Les États-Unis devront toujours faire usage de la force pour se défendre, et l'attaque sera parfois la meilleure défense.

Pour le moment, les États-Unis sont en Irak et s'y trouvent bien seuls. Deux militants atlantistes, Pierre Lellouche et Christoph Bertram, s'efforcent de démontrer aux lecteurs de l'*International Herald Tribune* que les Allemands et les Français doivent s'impliquer en Irak. Selon eux, un « échec » états-unien ouvrirait une nouvelle période isolationniste préjudiciable à tous. Il faut donc aider Washington à se sortir du guépier dans lequel il s'est fourvoyé. On observera avec bonheur que les auteurs admettent aujourd'hui que la guerre était une erreur. Puis, on se demandera pourquoi une défaite US, comme au Vietnam, renverrait à une politique isolationniste.

Le sous-secrétaire à la Défense Douglas J. Feith proclame dans le *Wall Street Journal* que les États-Unis sont partisans de la Convention de Genève et l'appliquent. Il attend en retour que l'on traite des GI's prisonniers avec le respect dû à des prisonniers de guerre. Cependant, poursuit-il, les terroristes



n'étant pas des soldats réguliers, ils ne peuvent pas bénéficier de la protection de cette Convention. Cette position pose deux problèmes : d'une part, elle élude la question des mercenaires (dits « contractants civils »), et d'autre part, elle ne répond pas à la situation actuelle où le Pentagone a déclaré la guerre à des populations et doit affronter une résistance civile.

En outre, cette position officielle semble bien loin des pratiques. Le pasteur Jesse Jackson note à ce propos, dans *El Periodico*, que Donald Rumsfeld a déclaré assumer l'affaire d'Abou Ghraib, mais a préféré poursuivre des lampistes que de démissionner. Il souligne aussi que cette affaire n'est que la pointe immergée d'un iceberg qui comprend, entre autres, les centres « d'interrogatoire » secrets de la CIA et le camp de Guantanamo.

Nous avons déjà alerté nos lecteurs sur l'installation de fondamentalistes chrétiens à la tête des grandes institutions médicales états-uniennes et sur leur programme obscurantiste (cf. « **Santé et environnement : Bush écarte les scientifiques** », *Voltaire*, 27 février 2004). La journaliste scientifique Laurie Garrett en dénonce aujourd'hui les conséquences dans le *Los Angeles Times*. Les fondamentalistes chrétiens ont obtenu que les crédits des associations et chercheurs ayant pris position en faveur de la promotion du préservatif ou du droit à l'avortement soient coupés. Du coup, les principales conférences mondiales de lutte contre le sida sont toutes réduites, voire annulées.

De son côté, Joshua Muravchik appelle à voter George W. Bush dans le *Los Angeles Times*. Selon cet ancien propagandiste de la Guerre froide, Bush fils a l'étoffe d'un Truman ou d'un Reagan pour faire face aux menaces extérieures. M. Muravchik souligne que son jugement est d'autant plus indépendant qu'il avait appelé à voter démocrate, en 1999. Cependant, le lecteur observera que loin d'être un signe d'indépendance, c'est au contraire un signe de constance : fonctionnaire à la National Endowment for Democracy, voici vingt ans que M. Muravichik appelle à voter pour l'équipe sortante, c'est-à-dire pour son patron du moment.

Le général-président Pervez Musharraf rappelle dans le *Washington Post* que si l'extrémisme trouve ses racines dans l'injustice économique et politique, le meilleur moyen de le combattre, c'est la réforme. Il appelle donc les États-Unis à soutenir les institutions capables de favoriser le changement et en premier lieu l'Organisation de la conférence islamique. Le propos est d'autant plus provocant que les adversaires du président pakistanais lui reprochent de jouer un double jeu en entretenant secrètement islamisme pour se présenter publiquement comme un rempart face à l'islamisme.

Enfin, le vice-président colombien, Francisco Santos Calderón, dénonce dans l'*International Herald Tribune* l'hypocrisie de l'Europe vis-à-vis de son pays. C'est la demande européenne et états-unienne de cocaïne qui a poussé les paysans à produire de la coca pour l'export et a permis le développement des cartels. C'est elle qui a contraint la Colombie à se doter de lois d'exception pour lutter les trafiquants. Et pourtant, l'Europe, source de ces maux, condamne aujourd'hui les lois qui les répriment. Si cet argumentaire est convaincant, il est par contre plus douteux de diaboliser les cultivateurs de coca en leur faisant endosser toute la responsabilité dans la destruction de la forêt tropicale.

**Réseau Voltaire**

## Ivo H. Daalder, James Lindsay

Ivo H. Daalder est chercheur à la Brookings Institution et ancien responsable des questions européennes au National Security Council (1995-1996).



James Lindsay est vice-directeur à la Brookings Institution et vice-président du Council on Foreign Relations.

### « Tirer les premiers »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Shooting First », par Ivo H. Daalder et James Lindsay, *Los Angeles Times*, 30 mai 2004.

Il y a deux ans cette semaine, le président **George W. Bush** énonçait sa doctrine des frappes préventives à West Point. Dix mois plus tard, il la mettait en application en Irak. Mais aujourd'hui la doctrine des frappes préventives passe par des moments difficiles car loin de la valider, la guerre d'Irak en a montré les limites et il est désormais improbable que cette doctrine soit appliquée ailleurs. La doctrine de Bush allait bien au-delà de ce qu'aucun président avait fait par le passé. Certains présidents avaient mené des frappes préventives, mais la doctrine de Bush va plus loin que ces cas de dangers imminents. Il l'a utilisée pour renverser des régimes. Les États-Unis affirment avoir le droit de chasser tout dirigeant qui leur déplaît bien avant qu'il puisse menacer leur sécurité. Cette doctrine s'est fondée sur deux croyances qui se sont révélées erronées : le fait que nous disposions de renseignements crédibles sur les intentions et capacités de nos adversaires, le cas irakien a prouvé que c'était faux et on a toujours pas retrouvé d'armes de destruction massive ; et le fait que notre avancée technologique permettait aux États-Unis de mener des guerres à un coût acceptable, les insurrections de Falludja et de Nadjaf ont démontré le contraire et cette idée n'incluait pas le prix à payer pour l'occupation. C'est surtout l'occupation qui suit qui rend les guerres préventives bien moins attractives.

Aujourd'hui, une majorité d'Américains pensent que la guerre préventive en Irak était une erreur et il sera difficile de la convaincre de se lancer dans une autre guerre de ce type. Aujourd'hui, notre armée est sur-déployée, mais elle reste capable de frapper des camps terroristes. Par contre, elle ne peut pas mener des guerres préventives. En outre, l'Iran et la Corée du Nord, les autres pays de l'« Axe du mal », ont plus de capacité de défense que l'Irak. Bush ne le reconnaîtra pas, mais sa doctrine est morte.

## Gary Schmitt

Gary Schmitt est directeur exécutif du Project for the New American Century et a été directeur exécutif du Foreign Intelligence Advisory Board sous la seconde présidence de Ronald Reagan (1984-1988).

### « Tirer les premiers »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Shooting First », par Gary Schmitt, *Los Angeles Times*, 30 mai 2004.

Les difficultés rencontrées lors de la Guerre d'Irak et l'absence d'armes de destruction massive nous font nous interroger sur la pertinence de l'idée de guerre préventive. À l'avenir, un président hésitera davantage à lancer une guerre préventive compte tenu des difficultés rencontrées, mais l'annonce de la mort de cette doctrine a été grandement exagérée.

Le fait qu'une nouvelle guerre préventive n'aura pas lieu tout de suite est une évidence. Cette doctrine n'a jamais été prévue pour régler toutes les questions de sécurité nationale. La prévention demeure une de nos stratégies pour éviter la diffusion des armes issues de la Guerre froide. Les guerres préventives ne seront jamais nombreuses, comme l'avait affirmé **Condoleezza Rice**.

L'administration Bush n'a d'ailleurs rien inventée en la matière. La doctrine Monroe repose déjà sur l'idée de frapper avant d'être frappé. Lors de la crise des missiles de Cuba, Kennedy a envisagé cette option tout comme **Bill Clinton** l'a envisagé plus tard vis-à-vis de la Corée du Nord. Le fait que la guerre d'Irak ait été plus dure que prévue ne change rien au fait que les frappes préventives gardent un statut plus important que par le passé car nous ne pouvons pas évacuer la possibilité que des terroristes acquièrent des armes de destruction massive ou que l'Iran ou la Corée du Nord risquent de nous attaquer. Même **Kofi Annan** reconnaît que face à une menace directe, ces frappes peuvent se justifier.

Aujourd'hui, les négociations de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Allemagne avec Téhéran ne fonctionneraient pas sans la menace des frappes préventives états-uniennes ou israéliennes. Les frappes préventives étaient déjà une option nécessaire avant **George W. Bush** et cela restera le cas tant que le monde sera tel qu'il est.

## Pierre Lellouche, Christoph Bertram



Pierre Lellouche est député UMP de Paris, membre de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale et vice-président de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN.



Christoph Bertram est directeur de l'Institut allemand des Affaires internationales et de sécurité. Il a dirigé l'International Institute for Strategic Studies de Londres de 1974 à 1982.

### « L'Europe et Irak : il est temps pour la France et l'Allemagne d'agir »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Europe and Iraq : It's time for France and Germany to act », par Pierre Lellouche et Christoph Bertram, *International Herald Tribune*, 31 mai 2004.

Quand l'Amérique est entrée en guerre, la France et l'Allemagne ont prévenu que l'invasion pouvait empirer l'instabilité du Moyen-Orient et accroître le terrorisme radical islamique. Les erreurs des États-Unis ont malheureusement confirmé le pire scénario imaginé par Paris et Berlin.

Aujourd'hui cependant, la France et l'Allemagne ne peuvent plus se contenter de regarder la situation se détériorer sans rien faire car une guerre de type algérienne ou libanaise en Irak serait un désastre pour l'Europe. En effet, les attentats de Madrid ont démontré que la guerre au terrorisme a atteint le continent. Si les États-Unis étaient contraints au retrait ce serait une victoire pour le terrorisme islamiste, alors que les États-Unis se retrancheraient dans une nouvelle ère isolationniste. Si tout se passait en revanche selon le meilleur des scénarios, tous, y compris la France et l'Allemagne en bénéficieraient. Malheureusement, le scénario idéal est de moins en moins probable.

Un effondrement de l'Irak entraînerait un développement du crime organisé, du terrorisme et une instabilité régionale. Jacques Chirac et Gerhard Schröder ont tous deux affirmé que l'Irak représentait un défi stratégique pour leur pays, mais ils ont peu fait. Il faut cesser la politique du « je vous l'avais bien dit » et s'engager en soutenant l'action de l'ONU en Irak. Sur cette question, la France et l'Allemagne doivent prendre la direction de l'Europe et ainsi la réunifier. Il faut que la France et l'Allemagne comprennent que leur action ou leur inaction aura des conséquences pour la région et la relation transatlantique.

## Douglas J. Feith



Douglas J. Feith est sous-secrétaire à la Défense pour la politique. Il était le responsable du Bureau des plans spéciaux du

### « Guerre conventionnelle »

Source : Wall Street Journal

Référence : « Conventional Warfare », par Douglas Feith, *Wall Street Journal*, 31 mai 2004.

Dans les mois qui ont suivi le 11 septembre, l'administration Bush s'est interrogée sur la façon dont les lois de la guerre devraient s'appliquer aux terroristes. La question n'était pas simple car Al Qaïda n'est ni un État, ni un signataire des Conventions de Genève. Lorsque Donald Rumsfeld a demandé ce que nous pensions du sujet au Général Myers et à moi, nous avons rappelé

Pentagone qui a conçu les intoxications servant à justifier l'agression de l'Irak. En 1996, il a rédigé avec Richard Perle, le rapport « *A Clean Break : A New Strategy for Securing the Realm* » qui préconisait le renversement de Saddam Hussein et la restauration des Hachémites en Irak et demandait à Benjamin Netanyahu la réoccupation des territoires palestiniens et leur annexion.

notre attachement à la Convention de Genève et nous lui avons fait la réponse suivante :

La Convention de Genève est un bon traité à quelques détails près. Elle exige de ses signataires qu'ils traitent leurs prisonniers comme ils aimeraient que leurs soldats détenus soient traités. Les soldats états-uniens sont entraînés pour respecter ces impératifs et cet entraînement est une part essentielle de la culture militaire états-unienne. Cet élément facilite la coopération avec les autres pays. Les forces états-uniennes ont plus de chances de bénéficier de la protection de la convention si elle est appliquée universellement et une position « pro-Convention » renforce les thèmes clés de la guerre au terrorisme.

En effet, l'essence de la Convention est la distinction entre civils et soldats et le terrorisme est répréhensible car il nie cette distinction. Les États-Unis ne sont pas tenus de donner le statut de prisonniers de guerre aux membres d'Al Qaïda et aux Talibans qui ne respectent pas les règles. Aussi, les États-Unis peuvent soutenir l'application universelle de la Convention de Genève et un traitement humain pour tous les prisonniers, mais comme les Talibans ne se distinguaient pas des civils, ils ne peuvent bénéficier du statut de prisonniers de guerre. Les prisonniers militaires irakiens ont le statut de prisonniers de guerre et les abus commis contre eux ont été réalisés en violation des règles fixées par le **Pentagone**. Nous voulons que le monde sache que les États-Unis sont favorables à la Convention de Genève.

## Jesse Jackson



Ancien collaborateur de Martin Luther King et figure du combat pour les droits des noirs états-uniens, Jesse Jackson est pasteur baptiste et ancien candidat à l'investiture démocrate.

### « L'horreur d'Abu Ghraib »

Source : El Periodico

Référence : « El horror de Abu Graib », par Jesse Jackson, *El Periodico*, 1er juin 2004

Longtemps après la fin de la Guerre d'Irak, nous serons hantés par les crimes d'Abu Ghraib. Les explications fournies pour l'instant par le **Pentagone** et la Maison-Blanche ne sont pas suffisantes. **Donald Rumsfeld** a beau déclarer qu'il est responsable, seuls les soldats sont inculpés. Le président a déclaré que ces actes ne reflétaient pas l'Amérique et a déployé l'artillerie lourde contre les jeunes qui ont commis les tortures.

Les jeunes hommes et femmes qui ont commis ces crimes sont responsables de leurs actes, mais ils ne sont pas les seuls car à haut niveau on a montré un véritable dédain pour le droit et les institutions internationales. La doctrine des frappes préventives est une violation des lois internationales. La Maison-Blanche a refusé d'appliquer la Convention de Genève aux « combattants ennemis » détenus à **Guantanamo** et ils peuvent être maintenus en détention sans charges indéfiniment. D'après Seymour Hersh, la **CIA** a des centres de tortures pour interroger les détenus. Le matin juste avant la publication de ces photos, l'administration Bush affirmait devant la Cour suprême que les citoyens états-uniens détenus à Guantanamo ne pouvaient disposer d'aucun de leurs droits constitutionnels.

L'horreur des humiliations sexuelles des photos a masqué les pratiques autorisées par le **Pentagone** qui sont considérées par **Human Right Watch** et

**Amnesty International** comme illégales. Aujourd'hui, le Pentagone n'a toujours pas fourni au Congrès le nom du responsable direct qui a supervisé les tortures d'Abu Ghraib, se perdant dans les organigrammes séparés des services de renseignement, de l'armée et des sous-traitants. Le cynisme de l'administration Bush fait courir un risque à nos troupes qui pourraient être capturées. Si l'administration Bush veut montrer qu'elle se sent vraiment responsable, elle doit le montrer davantage qu'en s'attaquant à de jeunes soldats.

## Laurie Garrett



Lauréate du Prix Pulitzer pour ses reportages médicaux, Laurie Garrett est chercheuse du Council on Foreign Relations.

### « Ce sale jeu se paye en vies »

Source : Los Angeles Times

Référence : « This Nasty Game Is Scored in Lives », par Laurie Garrett, *Los Angeles Times*, 30 mai 2004.

L'administration Bush et certains membres du Congrès joue à un sale jeu avec le sida et d'autres questions de santé globale en diminuant les moyens de la recherche publique au profit de la droite religieuse. **Tommy G. Thompson**, le secrétaire à la Santé a annoncé que seuls 50 scientifiques états-uniens seraient envoyés à la conférence internationale sur le sida à Bangkok alors que lors de la précédente édition de cette conférence, à Barcelone en 2002, les États-Unis en avaient envoyé 236. Le financement de cette conférence par les États-Unis est également passé de 3,6 millions de dollars en 2002 à moins de 0,5 million aujourd'hui.

Les grands perdants de cette politique sont les médecins des pays les plus pauvres qui se forment durant ces conférences. En outre, beaucoup de conférences annexes sur le sujet ont également été annulées faute de financement de la part des États-Unis.

Aux États-Unis, le Global Health Council qui tenait jeudi son congrès annuel à Washington a dû se passer de financement public pour la première fois depuis 31 ans car il demande de donner des cours d'éducation sexuelle, de contrôle des naissances et sur les drogues aux jeunes états-uniens. Cette conférence avait également le tort d'accueillir des groupes que la droite religieuse considère comme favorables à l'avortement. Bush a affirmé que la lutte contre le sida est un combat sacré, mais sa politique consiste pourtant à obéir davantage à la droite religieuse qu'à aider ceux qui combattent réellement cette maladie. Ainsi, si le financement de la conférence de Bangkok a été revu à la baisse c'est parce que des parlementaires républicains menés par **Mark E. Souder** estimaient choquant que la conférence de Barcelone parle plus du préservatif que de l'abstinence et de la fidélité et que le Vatican n'ait pas été invité. Ils rappelaient que c'est en insistant sur la fidélité et l'abstinence que l'Ouganda avait enregistré des succès, oubliant que le pays mène aussi une campagne pour les rapports protégés. Ils ont demandé que la conférence de Bangkok laisse plus de places aux approches fondées sur la foi.

Il est insupportable que les efforts internationaux pour faire face à la pandémie soit minés par un agenda états-unien étroit.

## Joshua Muravchik



Joshua Muravchik, néo-conservateur déclaré, est membre de l'American Enterprise Institute, du Washington Institute for Near East Policy et de la National Endowment for Democracy. Il est l'auteur de *Heaven on Earth : The Rise and Fall of Socialism*.

## « Un dirigeant pour des temps périlleux »

Source : Los Angeles Times

Référence : « A Leader for Perilous Times », par Joshua Muravchik, *Los Angeles Times*, 30 mai 2004.

Le taux d'approbation de la politique de **George W. Bush** ne cesse de diminuer. Il est conquis par les libéraux et de plus en plus de conservateurs émettent des réserves sur la conduite de sa politique, mais tout cela ne me fait que plus admirer cet homme pour lequel j'ai refusé de voter en 2000. Le premier devoir d'un président est de maintenir sa nation en sûreté et je le trouvais lors de la précédente élection, trop peu engagé sur ces questions. Toutefois, suite au 11 septembre, il est entré dans le cercle restreint des plus grands présidents que j'ai connus dans mon existence, il y est accompagné par Harry Truman et Ronald Reagan.

Comme eux, il est présenté comme faible intellectuellement et manquant de capacités d'analyse des politiques, mais il bénéficie d'un grand discernement sur les menaces et il a le courage et la volonté nécessaires pour les affronter. Avant le 11 septembre, cela faisait 30 ans que les islamistes nous attaquaient, mais nous restions passifs. Ils ont fini par décider de nous tuer par milliers. Bush a alors compris où nous avait mené la passivité. Il a décidé de mener la guerre contre les terroristes et leurs partisans et il a compris qu'elle serait longue et qu'elle devrait se mener sur plusieurs fronts.

Nous avons commis des erreurs en Irak et peut-être même que le fait d'y aller était une erreur, mais la vraie question n'est pas tactique ou stratégique : il fallait prendre la décision d'amorcer le combat. Nous ne sommes peut-être pas plus en sécurité depuis le début de la guerre, mais nous ne l'étions pas non plus quand nous avons commencé à affronter Hitler. Nous devons avoir un grand président pour prendre la décision d'amorcer la lutte. Ni **Bill Clinton**, ni **George Bush père** ni **John Kerry** n'avaient ou n'ont la trempe suffisante pour cela.

## Pervez Musharraf



Le général Pervez Musharraf est président du Pakistan.

### « Un engagement en faveur de la modération éclairée »

Source : Washington Post

Référence : « A Plea for Enlightened Moderation », par Pervez Musharraf, *Washington Post*, 31 mai 2004

Le monde traverse une période tumultueuse depuis la fin des années 90. Aucun signe ne vient laisser penser que cela va prendre fin. Mes frères de foi, les musulmans, souffrent de l'action des terroristes et des extrémistes. Il est urgent de remettre de l'ordre. Pour cela, je souhaite appliquer dans le monde musulman une stratégie que j'ai appelée « stratégie de la modération éclairée ». Il est impossible de contrer ceux qui utilisent des kamikazes. La triste réalité est que ceux qui périssent ainsi et ceux qui en souffrent sont musulmans. Cela a poussé certains à croire que l'islam est une religion d'intolérance, fondamentaliste et favorisant le terrorisme. Il est difficile de se défendre face à ces croyances car les musulmans sont la population la plus désunies, la plus pauvre, la plus mal instruite et disposant du moins de pouvoir au monde. Les musulmans doivent sortir du trou et ma stratégie consiste en deux grands mouvements : à l'intérieur du monde musulman il faut lutter contre les extrémistes et adopter des réformes socioéconomiques. De son côté, l'Occident, et surtout les États-Unis doivent chercher à résoudre les conflits politiques avec justice et doivent aider les réformes socioéconomiques du monde musulman. Cette stratégie part du postulat que l'extrémisme trouve ses racines dans l'injustice politique et le désespoir économique.

La réponse des États-Unis aux attentats du 11 septembre a entraîné une polarisation des masses musulmanes contre eux. Ce sont des conflits politiques qui ont créé cette opposition, pas la religion musulmane. Quoi qu'il en soit, il faut remédier à cette situation. Le monde musulman, doit retrouver ses valeurs fondatrices et faire face à la réalité. Le temps de la renaissance est venu et nous devons concentrer nos efforts sur l'éducation et la lutte contre la pauvreté. Cet effort doit être organisé dans le cadre de l'Organisation de la conférence islamique, une organisation que nous devons renforcer.



## Francisco Santos Calderón



Ancien journaliste d'*El País*, Francisco Santos Calderón est vice-président de Colombie.

## « L'hypocrisie de l'Europe vis-à-vis de la Colombie doit cesser »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Europe's hypocrisy toward Colombia must end », par Francisco Santos Calderón, *International Herald Tribune*, 1er juin

La forêt tropicale colombienne est une des forêts présentant la plus grande biodiversité de la planète, mais elle est régulièrement incendiée pour gagner des terres arables. Il ne s'agit pas de l'action des multinationales, mais des cultivateurs de coca qui essayent ainsi de développer leur production pour combler l'énorme demande en provenance des États-Unis et de l'Europe. Ils travaillent directement pour les guérillas rebelles, des groupes qui sont les pires violateurs des Droits de l'homme des Amériques.

Outre leurs crimes, ces groupes ont détruit près d'1, 8 millions d'hectares de forêt tropicale, mais ni les groupes de défense des Droits de l'homme, ni les groupes environnementalistes ne les condamnent. Ils ont pourtant été désignés comme terroristes par l'Union européenne. La production de cocaïne n'est pas une production indigène comme on l'entend souvent, c'est une industrie polluante que le gouvernement colombien combat. Les révolutionnaires d'hier sont devenus aujourd'hui des milliardaires de la drogue.

Les Européens qui ont critiqué la faiblesse des institutions colombiennes ou les dépenses excessives pour la sécurité doivent regarder franchement la façon dont les trafiquants de drogues affaiblissent les institutions démocratiques. Le rapport annuel de l'ONU sur les Droits de l'homme en Colombie a démontré l'implication de ces groupes rebelles dans les trafics, l'extorsion et l'utilisation de mines illégales tandis qu'[Human Right Watch](#) a rédigé un rapport sur le recrutement des enfants par ces groupes. Mais paradoxalement, les mêmes pays européens dont la consommation de cocaïne rend obligatoire de strictes lois antiterroristes en Colombie sont les plus critiques vis-à-vis de ces lois. Tant que l'Europe ne réduira pas sa consommation de cocaïne, la Colombie devra dépenser de l'argent pour sa défense au lieu de combattre la pauvreté.